

Que se passe-t-il au Kivu ?

Les forces de l'ONU associées aux génocidaires

Le texte ci-dessous est un appel. Contre une politique criminelle mise en œuvre sous nos yeux et sous couvert des meilleures intentions et d'un épais manteau de désinformation.



En 1994, les auteurs du génocide des Tutsi du Rwanda se sont réfugiés massivement au Kivu – à l'est du Congo, frontalier. Ainsi, depuis bientôt vingt ans, sous le nom de FDLR, l'armée génocidaire rwandaise et les miliciens *Interahamwe* qui les accompagnent sèment la terreur dans toute la région, massacrant les villageois, violant et pillant, ayant poussé l'horreur jusqu'à ajouter aux viols la systématisation des mutilations génitales aux fins de stérilisation des femmes – dans une perspective génocidaire conforme à leur programme.

Leur intégration dans les forces armées de RDC (FARDC) explique en partie le fait que c'est au sein de l'armée gouvernementale qu'on identifie les principaux bataillons de violeurs[1]. Par contre, on recourt systématiquement à l'accusation en miroir, technique de désinformation élémentaire, relayée par les réseaux franc-africains pour d'obscurs intérêts géopolitiques, comme par la propagande du gouvernement de Joseph Kabila, à la suite de celui de son père. Et c'est ce qui aura permis d'attribuer la responsabilité de cette guerre faite aux femmes à l'ensemble des groupes armés de la région – particulièrement au mouvement politico-militaire d'opposition qu'on appelle M23.

L'énormité du scandale de ces vingt années de violences laminant l'est du Congo aurait fini par émuvoir, et, en décembre dernier une pétition internationale[2] signée aussi bien par l'ancien président de la République, Jacques Chirac, que par la compagne de l'actuel, Valérie Trierweiler, appelait à ce que l'ONU intervienne plus efficacement au secours de ces femmes martyrisées – en désignant comme principaux responsables non les FDLR ou les FARDC, mais le M23 qui les combat.

C'est ainsi que, début juillet 2013, a été mise en place une Brigade d'intervention offensive de la Monusco (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo) qui, pour la première fois, en vertu de la résolution 2098 adoptée par le Conseil de sécurité en mars dernier, autorise des forces de « *maintien de la paix* » de l'ONU à... faire la guerre.

Mi-juillet, les opérations militaires ont commencé entre les parties en présence, les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ayant engagé le combat contre le M23, avec le renfort des forces génocidaires rwandaises et l'appui tactique de la Brigade offensive de la Monusco.

Un rapport de l'ONU[3] ayant récemment fait l'objet d'une fuite confirme que les FARDC collaborent de façon étroite avec ces FDLR génocidaires.

L'ambassadeur du Rwanda auprès des Nations unies, M. Gasana, dénonçait la semaine dernière le fait que les officiers de la Brigade d'intervention de la Monusco ont eu plusieurs rencontres de haut niveau avec les responsables des FDLR afin de coordonner leur action, en même temps que l'intégration poussée de ces FDLR dans les FARDC dont la Monusco soutient l'action.

De son côté, le M23 a dénoncé le fait que la Monusco a pu céder aux FARDC une position stratégique pour y installer leur artillerie, au risque de voir les populations civiles prises sous le feu[4].

Rappelons que la résolution 2098 de l'ONU[5] prévoyait de procéder au désarmement y compris des FDLR. Or, c'est avec leurs alliés des FDLR que les FARDC se retrouvent aujourd'hui directement associées à la Brigade offensive de l'ONU.

Rappelons également que cette brigade offensive est composée pour un tiers de troupes tanzaniennes, et que la brigade dans son ensemble est sous commandement tanzanien, alors même que la Tanzanie ne cache pas sa sympathie envers les forces

génocidaires que leurs soldats sont appelés à côtoyer sur le terrain.

Des informations faisaient état y compris d'approvisionnement en armes et en munitions des FDLR par les troupes tanzaniennes.

Il est ainsi manifeste que l'action de la communauté internationale prend le risque d'être gravement dévoyée, se portant au secours des violeurs et des génocidaires qu'on attendrait qu'elle combatte.

On est en droit de demander au gouvernement français, chargé de la direction des forces de maintien de la paix onusiennes, de prendre les mesures qui s'imposent pour que cesse le scandale de ce dévoiement de l'action internationale – et qu'il mette un terme à l'alliance nouée, il y a plus de vingt ans maintenant, avec les forces génocidaires rwandaises...

*Luigi Elongui, Jean-Luc Galabert,
Bruno Gouteux, El Memeyi
Murangwa, Michel Sitbon*

► Notes

[1] Ainsi le rapport de 13 ONG dont la FIDH et un réseau de 289 ONG congolaises, le RRSSJ – Réseau pour la réforme du secteur de la sécurité et de la justice – publié en avril 2012 et intitulé *Prendre position sur la réforme du secteur de la sécurité*, qui désigne les forces armées congolaises comme la principale menace pour la population civile.
<http://www.izuba.info/info/rdc-rapport-prendre-position-sur-la-reforme,723.html>

[2] Une pétition de notables franc-africains dénonce l'inaction de l'ONU au Kivu...
<http://pariseveille.info/une-petition-de-notables,3170.html>

[3] UN Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo, *Midterm Report under resolution 1533*, Inner City Press.
<http://www.innercitypress.com/drcsanc0613repicp.html>

[4] Communiqué no°47/M23/2013

[5] <http://www.lagencedinformation.com/027-resolution-2098-de-l-onu.html>